



# Le P.A.V.E. mensuel

Protection Animale - Végétarisme - Ecologie

Newsletter Protection-des-animaux.org

Edition Décembre 2006

Numéro 5



## Ségolène Royal n'est pas sensible aux animaux

Ségolène Royal a officiellement été investie candidate à l'élection présidentielle française de 2007 par le parti socialiste (PS). Mais connaissez-vous son intérêt pour les animaux ? Non ? Le voici !

Elle aurait déclaré, selon le journal La Provence du 6/11/2006 : « La corrida est un spectacle magnifique. Je comprends la passion de ceux qui s'enthousiasment pour cela ». Il est extrêmement regrettable

qu'une candidate à la présidence de la république puisse soutenir les corridas. On peut se demander si son élection ne serait pas synonyme d'un retour massif des corridas. En prendriez-vous le risque en votant pour elle ?

A son actif également, lors de la crise de la grippe aviaire, Ségolène Royal avait appelé chaque famille française à consommer deux volailles par semaine. Nous ne pouvons donc pas

compter sur elle non plus pour une remise en question de l'industrie agro-alimentaire et une amélioration des conditions de vie des animaux ; ou une meilleure considération des végétariens.

Je pose donc la question : êtes-vous prêt à voter pour une candidate soutenant les corridas, appelant à une consommation plus importante de viande ? La protection animale n'étant visiblement pas sa priorité !

### Le nombre d'hippopotames atteint des seuils critiques



Page 3

### L'Union Européenne va interdire la fourrure de chats et de chiens



Page 4

### IFAW se réjouit de la recommandation du Conseil de l'Europe réclamant l'embargo sur les produits dérivés du phoque



Page 6

### La population d'Ours brun de Slovénie en danger !



Page 7

#### Actualité de la protection animale

**Editeur :** Protection-des-animaux.org – Site d'information et de sensibilisation à la protection animale.  
Courriel : [webmaster@protection-des-animaux.org](mailto:webmaster@protection-des-animaux.org)

*Actualité de la protection animale* est le journal d'information mensuel gratuit du site Protection-des-animaux.org.

Il est édité à 12 000 exemplaires, et téléchargeable gratuitement sur [www.protection-des-animaux.org](http://www.protection-des-animaux.org)

## Enquête au coeur d'un centre de dressage pour animaux sauvages

En 2005, notre enquêteur s'est infiltré au coeur d'un centre de dressage pour animaux sauvages. Après plusieurs mois passés dans l'intimité du dresseur, ses révélations sont incroyables. Destinés tant aux cirques qu'aux médias, les animaux y séjournent dans des conditions loin d'être idéales...

### Dresseur de fauves

L'activité de Monsieur X consiste essentiellement à dresser de nouveaux individus destinés aux médias et surtout aux cirques. Ces derniers lui confient leurs jeunes fauves pour du dressage mais aussi des adultes pour de la rééducation. En outre, les animaux présents se reproduisent souvent, lui fournissant ainsi des portées entières à dresser.

### La propriété

De l'extérieur, c'est une propriété comme une autre. Mais une fois le portail passé, on découvre, dispersée sur un terrain de 2 ha, une véritable ménagerie. On y trouve notamment des tigres, des lions, des panthères, des lynx, un puma, des singes, des loups, des ours, des perroquets, un porc-épic, un raton laveur, un kangourou, mais aussi des volailles, des lapins et des chiens...

### Des installations vétustes

L'ensemble des installations est dans un état vétuste, témoignant d'un manque certain d'entretien. Le circulaire, destiné à l'entraînement des animaux de cirque, est lui-même très rouillé. La plupart des enclos sont dans un état d'hygiène douteux et les installations destinées aux fauves sont dans un état particulièrement déplorable. Les remorques stationnées au fond de la propriété sont couvertes de rouille, leurs pneus sont dégonflés et elles n'ont certainement pas été déplacées depuis plusieurs années. Le sol est jonché de déchets divers, dont du matériel usagé.

### Des conditions de vie inacceptables

La plupart des animaux n'ont certainement jamais la possibilité de sortir



de leur cage. Des odeurs désagréables, imperceptibles depuis l'extérieur de la propriété, sont pourtant fortes en son sein et caractéristiques de la présence d'un grand nombre de fauves dans un espace restreint... D'autre part, la quasi-totalité des cages sont dépourvues de système d'évacuation des eaux et des urines. Les fauves n'ont que très peu de litière à leur disposition et parfois pas du tout. Certains sont sur un sol en terre, d'autres, dans les remorques, sur un plancher, voire même sur du béton pour la plupart des tigres ! Aucun effort d'enrichissement du milieu n'est réalisé, pas même pour les singes...

### Sécurité

L'enquête a également révélé des lacunes importantes en matière de sécurité. Le site n'est pas complètement clos, d'où un possible accès pour une personne mal attentionnée ou même un enfant aventureux ! Et si n'importe qui peut rentrer sur le site, imaginons les conséquences de l'évasion de l'un des animaux, cette propriété étant à proximité du centre ville...

### Le dressage

Bien qu'il dise, dans un premier temps, ne commencer le dressage des fauves que vers l'âge d'un an, M. X, une fois mis en confiance, avouera à notre enquêteur le commencer dès 6 mois. Ce dernier sera finalement le témoin du dressage de lionceaux d'à peine 3 mois, complètement terrorisés... Pourtant, le dressage est, d'après M. X, un travail tout en douceur et en patience. Mais pour faire rester un lion sur son tabouret, il explique aussi qu'il faut que l'animal comprenne que ça n'est que dessus qu'il aura la paix et donc s'assurer qu'il ne soit pas tranquille quand il en descend !

### Les cirques et leurs animaux

Un jeune lion de 15 mois d'une très grande agressivité est prostré au fond de sa cage. M.X explique à notre enquêteur qu'il a été tabassé par des circassiens qui lui ont cassé une dent à force de coups. Il raconte également que la violence est monnaie courante dans les cirques. La plupart des circassiens seraient aujourd'hui incapables de dresser les fauves et ils deviendraient rapidement violents quand ils s'y essaient...

### Traumatisés

M. X aurait déjà vu, par exemple, deux personnes, à l'extérieur d'une cage, y tenant en respect un fauve grâce à deux cordes passées autour de son cou et l'étranglant presque, tandis qu'une autre, une barre de fer à la main, tentait de le faire monter sur un tabouret... Traumatisés, les animaux lui sont ensuite confiés, comme ces lionnes, dont une avait la tête déformée par les coups. Son travail consiste alors, après les avoir soignés, à reprendre le dressage avant de les rendre au cirque. Mais, en général, le circassien d'origine en a peur et préfère les revendre à un autre et en acheter de nouveaux déjà dressés... Un fauve pourra ainsi changer de cirque 4 à 5 fois au cours de son existence.

### Un sombre bilan

La vie des animaux des cirques s'avère plus terrible à chacune de nos découvertes. Maltraités par des circassiens violents et incapables de les dresser, ils ne doivent leur salut – s'il s'agit bien de salut – qu'à des centres de dressage comme celui de M. X. Mais là encore, la vétusté des structures et le cadre de vie des animaux, qui sont enfermés dans des conditions indignes, ne valent guère mieux que celles des cirques ! Les animaux peuvent boire et manger, mais ils n'en sont pas moins dans une prison des pires qui soient...

Source : OneVoice

## Chasse à la baleine : 25 pays protestent auprès de l'Islande

Le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW - [www.ifaw.org](http://www.ifaw.org)) accueille avec satisfaction la pression diplomatique sur le gouvernement islandais à propos de sa politique de pêche à la baleine. Les ambassadeurs de 25 pays ont décidé de signer une déclaration diplomatique commune remise au ministre islandais des affaires étrangères ainsi qu'au ministre de la pêche.

Cette démarche diplomatique exprime l'opposition de ces pays à la reprise de la chasse commerciale à la baleine et demande au gouvernement islandais de reconsidérer sa politique.

"Nous trouvons très encourageant cette réaction mondiale, forte et pleine d'espoir et espérons que le gouvernement islandais reconsidérera sa position," a dit le Docteur Joth Singh, Directeur de la Protection de la Faune et de l'Habitat d'IFAW. "Nous n'avons aucune querelle avec les islandais. Au-delà de la mise en danger des baleines, il est clair que les

victimes de cette décision du gouvernement islandais sont l'industrie du tourisme en Islande et la réputation internationale de ce pays."

Lors de cette annonce qui a provoqué une couverture sans précédent des médias du monde entier, le Ministre islandais de la Pêche, Einar K. Gudfinnsson, a donné l'autorisation, le 17 octobre 2006 pour la chasse de neuf rorquals communs (espèce en danger) et de 30 petits rorquals (baleines de minke). Depuis lors, les chasseurs islandais ont tué sept rorquals communs et un petit rorqual. Le rorqual commun est la deuxième plus grande baleine au monde, en terme de taille après la baleine bleue, sa longueur moyenne est de 18 à 22m et son poids peut aller de 30 à 80 tonnes. Un grand nombre de ces baleines a été tué par les chasseurs dans le passé, cette espèce est considérée aujourd'hui en danger par l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN). Le petit rorqual peut mesurer jusqu'à 10m et est caractérisé par sa vivacité et sa curiosité.

Traditionnellement, les Islandais ne consomment pas la viande de baleine, ils comptent sur le Japon comme acheteur potentiel. Mais l'Ambassadeur japonais en Islande Fumiko Saiga a publiquement annoncé que le Japon n'en voulait pas, expliquant que son pays avait actuellement des surplus de viande de baleine.

Pour le Docteur Singh, "Sans marché pour la viande, demeure la question : Pourquoi le gouvernement islandais a-t-il récemment décidé une reprise d'une chasse si gaspilleuse et si économiquement inutile ».

IFAW demande aux 2,5 millions de personnes qui le soutiennent dans le monde de s'opposer à la reprise de la chasse commerciale décidée par le gouvernement islandais. Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site [www.ifaw.org](http://www.ifaw.org).

Source : IFAW

## Le nombre d'hippopotames atteint des seuils critiques

Les hippopotames du Parc National des Virunga, dans l'Ouest du Congo, sortent grands perdants des élections nationales. Un recensement mené le mois dernier révèle qu'à peine 600 animaux vivent encore dans les Virunga. Pourtant, en 1974, les Virunga accueillait la plus grande population d'hippopotames au monde, soit 29 000 animaux. Cette chute vertigineuse est principalement due aux braconniers qui chassent les hippopotames pour leur viande et l'ivoire de leurs dents. Un hippopotame vaut 50 dollars, et ses canines sont souvent vendues au marché noir. La traque est même particulièrement intense en cette période électorale.

Le recensement mené le mois dernier par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), l'Union européenne et le WWF dans le Parc National des Virunga,

n'a pu détecter qu'un peu plus de 600 hippopotames. Lors de l'inventaire précédent deux ans plus tôt, on en comptait encore 1309. Si la population continue à chuter à ce rythme, il n'y aura bientôt plus un seul hippopotame à recenser dans les Virunga.

Le Parc National des Virunga fait pourtant partie du Patrimoine Mondial de l'Unesco. Mais la présence de toutes sortes de groupements armés rend le travail de conservation de l'ICCN et du WWF très difficile. Les choses se sont encore aggravées avec les remous de l'actualité. La police congolaise n'a mené aucune action à l'encontre des braconniers durant les semaines qui ont précédé les élections, afin d'éviter trop de tensions dans la région. Ces derniers ont donc eu le champ libre avec toutes les conséquences que cela engendre.

La diminution du nombre d'hippopotames a aussi un impact négatif sur la population locale, principalement pour les milliers de pêcheurs qui vivent dans le parc aux abords du Lac Edward. Ce lac est l'un des plus productifs au monde, et ce, grâce aux rejets des hippopotames. Ceux-ci sont une source vitale de nourriture pour les poissons. Le nombre de poissons diminue à la même cadence que le nombre d'hippopotames. « Si le gouvernement ne réalise pas rapidement la gravité de la situation, on ne va pas seulement vers une catastrophe écologique, mais aussi vers une crise économique pour les communautés locales », conclut Marc Languy, directeur du programme de conservation des Virunga du WWF.

Source : WWF

## Importation, production, commerce des fourrures

Aujourd'hui, la Commission européenne présente une proposition de règlement, première concrétisation de son « plan d'action pour la protection et le bien-être des animaux » qui prévoit, notamment, d'interdire le commerce des peaux de chats et de chiens dans tous les Etats membres.

La Fondation Brigitte Bardot tient à saluer l'action de la Commission européenne qui répond ainsi à la déclaration écrite du Parlement européen (adoptée le 18 décembre 2003) visant à « interdire l'importation, l'exportation, la vente et la production de fourrures et de peaux de chats et de chiens pour rétablir la confiance des consommateurs et des détaillants de l'Union européenne et mettre un terme à un tel commerce. »

En tout début d'année, les ministres français de l'Agriculture et de l'Economie

ont signé un arrêté prohibant « l'introduction, l'importation et la commercialisation en France de peaux brutes ou traitées de chiens et de chats et des produits qui en sont issus ». L'année 2006 s'achève sur la présentation d'un texte communautaire... Une belle avancée pour l'Europe de la Protection Animale !

Rappelons que plus de deux millions de chats et de chiens sont massacrés chaque année pour leur fourrure en Asie avec une violence et une cruauté impitoyables (chats étranglés à l'intérieur de leur cage sous les yeux d'autres chats, chiens pendus, frappés...).

La Présidente de la Fondation Brigitte Bardot déclare : « Nos interventions incessantes auprès de nos ministres, des parlementaires et des instances européennes n'auront pas été vaines. Je tiens à remercier de tout cœur et à féliciter le Commissaire Markos Kyprianou et son

équipe qui nous ont reçus à Bruxelles, à plusieurs reprises, ont entendu nos revendications et ont proposé, non sans difficulté, un texte qui répond à nos attentes. L'Union européenne doit poursuivre ses efforts et fixer des standards de protection et de bien-être des animaux qui deviendront incontournables pour toutes les Nations... C'est l'ambition du plan d'action que nous soutenons sans réserve ! ».

La volonté de la Fondation Brigitte Bardot est de poursuivre, voire de renforcer, sa coopération avec la Commission européenne pour arriver, très vite, à de nouveaux résultats concrets et positifs pour les animaux, considérés par les textes comme des êtres sensibles mais traités, au quotidien, comme de simples marchandises...

*Source : Fondation Brigitte Bardot*

## Vos 200 000 signatures remises à la Commission Européenne

Mercredi 15 Novembre, la Fondation 30 Millions d'Amis a été reçue par la Commission Européenne avec vos 200.000 signatures recueillies dans le cadre de notre pétition contre le commerce de fourrures de chiens et de chats. Fort de votre soutien, la Fondation a demandé à M. KYPRIANOU, Commissaire européen en charge de la santé et de la protection des consommateurs, un rendez-vous rapide afin de faire avancer ce dossier très sensible.

Le 15 Novembre 2006, un nouvelle étape a été franchie avec la remise d'une pétitions ayant recueillie 200.000 signatures à la Commission Européenne, ainsi qu'un document contenant les différentes pièces du dossier que la Fondation a constitué sur cet odieux

commerce.

C'est une nouvelle fois grâce à votre mobilisation que la Fondation 30 Millions d'Amis a pu interpeller les autorités compétentes.

Un rendez vous entre Reha Hutin, Présidente de la Fondation, et Markos Kyprianou, Commissaire européen en charge de la santé et de la protection des consommateurs, devrait avoir lieu très prochainement afin d'envisager l'adoption d'un règlement européen strict interdisant l'importation, la production et la vente de peaux de chiens et de chats et imposant un étiquetage clair et précis sur chaque produit contenant de la fourrure. La Fondation restera mobilisée tant que des engagements fermes sur ce dossier ne

seront pas pris par la Commission Européenne.

Pour mémoire, et grâce notamment à l'action de la Fondation 30 Millions d'Amis qui, en 2003, a contacté directement les 87 députés français du Parlement Européen, une déclaration écrite sur une interdiction des fourrures de chiens et de chats a été adoptée le 22 décembre 2003 par ce dernier. Cette déclaration invitait la Commission Européenne à "élaborer sans délai un règlement européen pour mettre un terme à un tel commerce et rétablir la confiance des consommateurs et des détaillants de l'UE". Malheureusement, à ce jour, la Commission n'a apporté aucune réponse à cette déclaration.

*Source : Fondation 30 Millions d'Amis*

## L'Union Européenne va interdire la fourrure de chat et de chien

Jeudi 16 novembre, lors de son déplacement officiel à Bruxelles, Corinne TOUZET, porte-parole de l'Association Française et Internationale de Protection Animale (AFIPA), a défendu une fois de plus avec ferveur l'interdiction de la fourrure de chien et de chat sur le territoire belge ainsi qu'en Europe. Aujourd'hui, la Commission Européenne a dévoilé son intention d'interdire dans

l'ensemble de l'Union européenne le commerce de fourrures de chat et de chien.

« C'est un pas très important, qui, espérons-le, nous mènera à une interdiction effective du commerce de la fourrure de chat et de chien en Europe. L'AFIPA, de son côté, souhaite rester prudente et attend l'application officielle d'une telle mesure. En attendant, l'AFIPA

tient à remercier une fois de plus l'implication de Corinne TOUZET à ses côtés » déclare Nicolas BISCAYE, Directeur de l'AFIPA.

La proposition doit être présentée lundi prochain par le Commissaire Européen Markos KYPRIANOU.

*Communiqué AFIPA*

## La commission sénatoriale approuve l'interdiction d'acheter des animaux à crédit

GAIA qui, ensemble avec Animaux en Péril, a insisté pour obtenir cette interdiction, se réjouit. Le projet doit encore être voté par une majorité au Parlement.

C'est à l'unanimité que la commission sénatoriale des Affaires Sociales et de la Santé Publique a approuvé le projet de loi de la sénatrice Christine Defraigne (MR) interdisant l'achat à crédit d'animaux de compagnie. L'organisation de défense des droits des animaux GAIA qui, ensemble avec Animaux en Péril, a insisté

pour obtenir cette interdiction, se réjouit.

« Grâce à cette mesure, on peut éviter, par exemple, que des individus achètent des chiens coûteux sans pouvoir se le permettre tout en ne disposant pas des moyens suffisants pour leur assurer les soins nécessaires, avec toutes les conséquences qui en découlent comme leur abandon dans les asiles » explique le Président de GAIA, Michel Vandenbosch.

Une interdiction doit aussi prévenir les achats impulsifs de personnes qui pour

des raisons non fondées prennent un animal chez eux sans savoir quels sont ses besoins spécifiques. La possibilité d'acheter des animaux à crédit, un phénomène assez récent auprès de commerces d'animaux en constante augmentation, ne profite qu'au marchand et à son porte-monnaie, pas aux animaux.

Avant que le projet n'entre en vigueur, il doit encore être voté par une majorité au Parlement.

Source : GAIA

## Des délits pervers, suivis d'un acquittement pervers

Incroyable mais vrai ! La Cour d'Appel d'Anvers a acquitté "Freki" pour maltraitance animale alors qu'entre 1997 et 1999, il avait abusé sexuellement des dizaines de chiens (dalmatiens, bergers allemand,....)

Plusieurs chiens étaient venus protester avec leurs maîtres, des militants de GAIA, à l'entrée de la Cour d'Appel d'Anvers avant que l'arrêt ne soit prononcé: "Nous ne sommes pas objets sexuels".

En vain... Incroyable mais vrai ! Aujourd'hui, la Cour d'Appel d'Anvers a acquitté Pascal R. de Genk pour maltraitance animale alors qu'entre 1997 et 1999, il avait abusé sexuellement des dizaines de chiens de races différentes (dalmatiens, bergers allemand,....). Pascal R. qui diffusait sur Internet, sous le pseudonyme de Freki, des photos de ses perversités s'en est tiré à bon compte avec 500 pauvres petits euros pour attentat aux mœurs. GAIA doit payer une partie des frais de procédure. Le procureur général avait proposé une interdiction à vie de détenir des mammifères car, pour lui, il s'agit sans aucun doute de maltraitance animale et "qu'il ne faut pas tenter le diable". En Première Instance, l'homme avait déjà été acquitté par le tribunal correctionnel de Tongres car, selon ses dires, il n'avait pas l'intention de faire du mal aux animaux.

Toujours selon ses dires, il n'était animé que par l'amour des animaux et voulait leur faire plaisir. De telles "excuses" sont fréquentes chez les violeurs d'enfants. Mais la Cour d'Appel s'est montrée très tendre envers l'accusé qui se trouve, selon la Cour, dans une position "vulnérable".

Contrairement au procureur général, la Cour d'Appel n'a pas trouvé de faits punissables envers l'homme sur la base de la loi sur le bien-être animal, alors qu'il s'est livré à des pénétrations orales et anales lorsqu'il était gardien de nuit dans un refuge. La police a saisi des milliers de photos et du matériel filmé. Des vétérinaires et des spécialistes du comportement canin estiment que de telles perversités peuvent provoquer des lésions douloureuses aux parties génitales et des infections internes. De plus, le tout peut entraîner de sévères perturbations du comportement car les chiens abusés sexuellement verront des objets sexuels dans tout ce qui bouge ou pas. Le danger pour les enfants pouvant être sévèrement mordus par de tels chiens dans une famille qui les adopte n'est pas une utopie. Le président de la Cour a estimé que l'homme se "trouvait dans une situation vulnérable" vu qu'ils se confrontaient à de grands chiens.

"C'est vraiment le pompon" estime le

président de GAIA, Michel Vandenbosch. "D'un coup, les victimes sont devenues des auteurs potentiels de délits et l'auteur des faits la victime potentielle. Au moyen âge, de tels faits menaient au bûcher. Aujourd'hui les violeurs d'animaux sont acquittés. Aujourd'hui, les violeurs d'animaux reçoivent la bénédiction d'un tribunal de seconde instance afin de poursuivre leurs délits tant qu'ils restent privés et qu'ils n'en diffusent pas de photos. C'est le signal scandaleux qu'émet la Cour dans le royaume des Belges en l'an 2006."

GAIA n'en restera pas là et insiste à présent auprès du Parlement afin qu'il s'attelle immédiatement à une interdiction expresse des actes sexuels, de quelque nature qu'ils soient, sur les animaux. Celle-ci doit être reprise dans la loi sur le bien-être animal et des peines sévères doivent y être liées. Ne nous faisons pas d'illusions, "Freki" n'est pas un cas isolé. GAIA a récemment encore reçu des informations sur des abus sexuels d'animaux. Parallèlement, plusieurs plaintes pour abus sexuels sur des poneys et des chevaux, introduites antérieurement par GAIA, sont toujours en cours. Quant à savoir, si elles vont aboutir après ce jugement, on est en droit d'en douter.

Source : GAIA

## Les dauphins massacrés : un bilan

Depuis maintenant plus de deux ans, One Voice dénonce les massacres de dauphins et leur lien avec l'industrie de la captivité. Malheureusement, loin d'avoir cessés, ils ne se font aujourd'hui que plus discrets... C'est à la racine du mal qu'il faut donc s'attaquer.

### Une chasse sans pitié

Aux îles Faeroe, aux îles Salomon et surtout au Japon, les dauphins sont chassés pour leur viande depuis plusieurs siècles. Mais cette pratique barbare, tant par ses méthodes que par la nature de ses victimes, ne perdure aujourd'hui que grâce au soutien de l'industrie de la captivité. En effet, chaque chasse est l'occasion de vendre les plus beaux spécimens à des courtiers en dauphins, qui les cèdent ensuite contre une somme importante à des delphinariums du monde entier, ou même directement à des dresseurs.

### Le statut des dauphins souffleurs

Si les dauphins sauvages sont intégralement protégés en France, ça n'est pas le cas au niveau international. En

effet, inscrits en annexe II de la CITES, leur chasse et leur commerce ne sont pas interdits. Parce qu'ils ne sont pas menacés d'extinction, on peut continuer à les massacrer... Les dauphins ont beau réussir de multiples tests d'intelligence, se



reconnaître dans un miroir, ou même posséder un véritable langage et différents dialectes, cela n'est pas suffisant pour les protéger ! Comme nous cousins les grands singes, ils souffrent de l'aveuglement des humains.

### L'action de One Voice

Jusqu'à présent, One Voice est allé à la rencontre des pêcheurs, au cœur des massacres. Dénoncer cette pratique était un premier pas important mais pas suffisant. Loin de cesser, les massacres se sont simplement faits plus discrets. Pourtant, leur pérennité ne tient qu'à un fil.

Sans les delphinariums qui les financent, les chasses cesseraient car le marché de la viande de dauphin n'est pas suffisamment rentable à lui seul (d'autant qu'elle contient de fortes concentrations en mercure !). Et sans public pour les shows, sans candidats à la « nage avec », les delphinariums n'achèteraient plus de dauphins... C'est donc à la racine du mal qu'il faut s'attaquer, en s'opposant à la captivité et à la sombre exploitation des cétacés !

### Une alternative pour les pêcheurs

Faire cesser les massacres ne signifie pas priver d'emploi les pêcheurs de dauphins. Fort de leur expérience, ils ont accumulé un savoir immense depuis plusieurs générations et savent où trouver les dauphins et comment les approcher. Comme ailleurs, où les anciens chasseurs deviennent écogardes ou bien guides touristiques, gageons qu'ils seront prêts à profiter de leurs connaissances pour emmener les touristes voir un des plus beaux spectacles qui soient : celui des dauphins en liberté...

*Source : OneVoice*

## IFAW se réjouit de la recommandation du Conseil de l'Europe réclamant l'embargo sur les produits dérivés du phoque

Aujourd'hui, le Conseil de l'Europe s'est fait l'écho du sentiment de millions de citoyens européens qui jugent inadmissible et cruelle la chasse commerciale aux phoques du Canada. Les Membres du Conseil de l'Europe invitent les gouvernements européens à mettre en œuvre l'interdiction de tous les produits dérivés du phoque. Ils ont aussi demandé une meilleure surveillance de la chasse commerciale, notamment des méthodes d'abattage (c'est-à-dire l'utilisation de hakapiks et d'armes à feu) jugées inhumaines. Le Conseil a adopté une série d'amendements à la

recommandation de 2004 conforme aux adaptations législatives européennes récentes prohibant le commerce des produits dérivés du phoque.

Le Conseil de l'Europe est la plus vieille organisation politique du continent, fondée en 1949. Il regroupe 46 pays, dont 21 Etats de l'Europe centrale et de l'Est, deux autres pays (la Biélorussie et le Monténégro) ont fait acte de candidature. Le Conseil a été créé afin de défendre les droits de l'homme, la démocratie parlementaire et d'assurer la primauté du Droit, de conclure des accords à l'échelle

du continent pour harmoniser les pratiques sociales et juridiques des Etats membres, de favoriser la prise de conscience de l'identité européenne fondée sur des valeurs partagées et transcendant les différences de culture.

L'Assemblée parlementaire est le corps délibératif du Conseil de l'Europe. Il regroupe 630 membres (315 titulaires et 315 suppléants) issus des 46 parlements nationaux.

*Source : IFAW*

## Battue scandaleuse en Camargue : sur l'étang du Charnier... le bien nommé

Dimanche dernier, plus de 3 000 foulques ont été abattues en quelques heures en toute légalité et sans aucun motif. Pour parachever ce scandale, la majorité des cadavres de ces oiseaux finiront... à la poubelle ! La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) dénonce ce massacre inutile.

Une battue de foulques de grande ampleur s'est déroulée le dimanche 5 novembre dernier sur l'étang du Charnier (petite Camargue gardoise, commune de Vauvert) avec la participation d'environ 300 "chasseurs". La technique consiste à faire envoler les foulques à l'aide de personnes en barquet (petite barque) qui sortent des roseaux. A force d'être dérangées de toute part, elles finissent par décoller et passent sur les lignes de tir. Comme les foulques sont très attachées à leur remise, c'est-à-dire l'étang où elles séjournent pour l'hiver, elles reviennent pour tenter de s'y poser, ce qui explique la facilité du tir et de tels tableaux. L'an dernier, la battue avait permis de "prélever" près de 5 000 foulques.

Certains participants parlent de 3 050 foulques ramassées cette année sur les 6 000 à 7 000 remisées sur l'étang. En deux



Christian Aussaguel/LPO

heures de temps, la moitié des effectifs de la remise a été exterminée. L'après-midi, des personnes sont chargées d'aller ramasser les derniers cadavres : les chasseurs appellent ces personnes des "croque mort" ! Mais la quantité d'oiseaux blessés abandonnés sur l'eau et probablement perdus à jamais en a choqué plus d'un parmi les participants.

Les battues de foulques dans le reste de la Camargue ne se font quasiment plus : les chasseurs saintois ont arrêté pour des raisons éthiques. Cela se pratique encore sur quelques marais privés, mais avec des tableaux moins importants. Ce qui se produit sur l'étang du Charnier est à la fois exceptionnel et scandaleux. Autrefois, les oiseaux morts étaient donnés aux hospices mais aujourd'hui, personne n'en veut plus car ils sont difficiles à plumer puis à cuisiner et la chair garde un goût

ce vase. C'est ainsi qu'une grande partie de ces malheureuses foulques sont purement et simplement jetées... aux déchets.

La LPO tient ces informations de plusieurs chasseurs qui souhaitent garder l'anonymat. Ils considèrent que de tels tableaux sont dénués d'éthique, font beaucoup de tort à la chasse et souhaitent que ces massacres cessent. Ils ont également indiqué qu'une deuxième battue était prévue dimanche prochain pour finir d'anéantir la remise. Suite à une certaine émotion locale, l'information est remontée jusqu'à Paris et, aux dernières nouvelles, la prochaine battue serait annulée ou reportée.

La Ligue pour la Protection des Oiseaux rappelle que de telles pratiques n'ont rien d'illégal aujourd'hui et que le seul moyen de lutter contre ce scandale est d'instaurer un prélèvement maximal autorisé (PMA) par chasseur pour toutes les espèces chassables : une réglementation que de très nombreux chasseurs appellent de leur vœux pour enrayer les abus d'une minorité extrémiste qui leur font beaucoup de tort.

Source : LPO

## La population d'ours bruns de Slovénie en danger !

AVES FRANCE soutient l'initiative du WWF International qui souhaite faire fléchir le gouvernement de Slovénie et diminuer les quotas de chasse de l'ours.

La Slovénie qui fut l'un des premiers pays européens à protéger sa population d'ours bruns, a malheureusement cédé aux pressions du lobby de la chasse et a décidé d'augmenter les quotas de chasse de l'ours.

Jusqu'en 2002, les quotas de chasse s'élevaient à 50 ours par an. Après cette date, la Slovénie a augmenté ce chiffre

pour atteindre 100 ours par an. Fort heureusement, les protestations des ONG et de ses voisins européens ont obligé la Slovénie à revoir ces quotas à la baisse les années suivantes.

Cependant, le lobby de la chasse affirme que ces quotas doivent être augmentés en raison des dégâts causés par les ours au cheptel des éleveurs, et du danger qu'ils peuvent représenter pour la population locale. En conséquence, le gouvernement a autorisé les prélèvements annuels à 100 animaux, tout en refusant de prendre en compte le nombre d'ours

tués lors de collisions avec les voitures et les trains. Nous vous invitons à soutenir la campagne du WWF International en envoyant un e-mail de protestation au Ministre de l'Environnement de Slovénie (cliquer sur le lien ci-dessous).

La saison de chasse ayant déjà commencé, les messages doivent parvenir au ministre le plus rapidement possible.

Source : AVES France

## L'énorme coût du changement climatique exige des mesures immédiates

Le rapport Stern, l'étude réalisée par un expert du gouvernement britannique sur les conséquences économiques du changement climatique, confirme l'urgence du prochain rassemblement des Nations Unies à Nairobi, qui débutera la semaine prochaine. Voici ce qu'affirme le WWF, l'Organisation mondiale pour la conservation de la nature.

L'étude, présentée aujourd'hui par le ministre des finances britannique Gordon Brown et l'auteur principal, ancien président économiste de la Banque Mondiale, Sir Nicholas Stern, constitue une illustration économique significative du besoin d'action contre le changement climatique.

« Le Rapport Stern est un cri d'alarme lancé au monde, » déclare Sam Van den plas, Climate Change Officer au WWF-Belgique « Si nous ne réussissons pas à intervenir maintenant, nous allons ravager notre planète. Et ce sont les plus pauvres

qui souffriront le plus des sécheresses et autres catastrophes naturelles encore aggravées par le changement climatique. »

« Nous réalisons que l'économie mondiale risque d'être sérieusement ébranlée si nous n'agissons pas maintenant. Il ne reste tout simplement plus aucune excuse pour retarder davantage les mesures nécessaires pour contrer le changement climatique. Le rapport Stern démontre que le monde devra faire face à d'énormes coûts si des décisions concrètes ne sont pas prises. Cela doit se traduire par des résolutions concrètes auxquelles les différentes nations doivent s'engager. »

Le WWF conseille vivement aux 189 gouvernements qui se rassemblent la semaine prochaine, d'établir un plan d'action clair pour un traité KYOTO PLUS visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre après 2012. Les ministres doivent aussi s'assurer que les pays les

moins développés peuvent obtenir les moyens financiers qui leur ont déjà été promis pour mettre en place des mécanismes de défense contre les impacts du changement climatique.

« Pour les ministres belges, le rapport Stern tombe aussi à un moment opportun. Ce soir, divers ministres flamands et fédéraux ainsi que plusieurs présidents de partis se rendent à la présentation de An Inconvenient Truth, le film d'Al Gore sur le climat, » signale Sam van den plas. « Nos politiciens doivent aller voir le film en gardant les résultats du rapport Stern à l'esprit. De cette manière, ils verront clairement que les problèmes présentés par Al Gore mettent notre économie en danger si nous n'entreprenons aucune action contre le changement climatique. Le WWF espère que notre pays fixe clairement et rapidement ses objectifs de réduction de CO2 pour après 2012. »

Source : WWF

## Le Parlement européen vote en faveur d'une meilleure protection des mers européennes

Commentaire commun de Greenpeace, BirdLife International, du Bureau Européen de l'Environnement (EEB), du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW - [www.ifaw.org](http://www.ifaw.org)), Seas At Risk et du WWF sur le vote du Parlement européen réuni en séance plénière sur la Directive "Stratégie pour le milieu marin".

Le Parlement européen a appelé aujourd'hui à un effort européen déterminé afin de combattre les conséquences néfastes de la pêche et d'autres activités destructives et insoutenables à terme, telles que le transport maritime, l'exploitation pétrolière, la pollution marine, la construction sur le littoral et en mer et le déversement de déchets, qui font peser une menace croissante sur les mers européennes. Les associations écologistes ont salué la position prise par l'assemblée sur la Directive Stratégie Marine, qui exige des actions plus inflexibles que celles contenues dans la

coquille vide et vague que constituait la proposition initiale de la Commission européenne.

Ce vote a eu lieu une semaine après qu'une étude éminente ait prévenu de l'effondrement imminent des stocks de poisson mondiaux et des écosystèmes marins avant 2050 (1). A l'appui des demandes répétées des associations écologistes, les auteurs de cette étude soulignent la nécessité de gérer les environnements marins selon une approche holistique de l'écosystème. Ceci impliquerait d'inclure une gestion intégrée des pêcheries, la création de réserves marines, la conservation des habitats essentiels et le contrôle de la pollution, afin d'éviter de graves menaces sur la sécurité alimentaire, la qualité des eaux côtières et la stabilité des écosystèmes.

Le Parlement a appuyé un certain nombre de changements importants apportés à la

Directive. Elle ramène à 2017 le délai accordé aux Etats Membres pour nettoyer leur environnement marin ; elle définit des critères spécifiques ayant force exécutoire pour la définition d'un "bon état écologique" européen applicable aux mers et aux océans, et elle propose des projets pilotes accélérés pour certaines régions telles que la Baltique, où les Etats Membres cherchent à poursuivre la mise en œuvre de mesures de protection. La Directive modifiée vise également une meilleure intégration des intérêts environnementaux dans d'autres politiques de la Communauté, en permettant par exemple aux Etats Membres d'exiger une action dans l'ensemble de l'UE si les activités de pêche s'avèrent être un obstacle aux efforts qu'ils font pour obtenir un "bon état écologique" dans leurs eaux.

Source : IFAW

## Les oiseaux en première ligne face au changement climatique

Un nouveau rapport publié aujourd'hui par le WWF met en évidence les impacts de plus en plus visibles du changement climatique sur différentes espèces d'oiseaux à travers le monde. Nous risquons d'assister à une extinction massive due au réchauffement de la planète.

Le rapport, Bird Species and Climate Change : The global Status Report, reprend plus de 200 articles scientifiques issus des cinq continents et donne une image globale des impacts du changement climatique sur les oiseaux.

« Il existe maintenant nombre de preuves de l'influence du changement climatique sur le comportement des oiseaux, » déclare le docteur Karl Mallon, directeur scientifique du programme Climate Risk Pty. Ltd. « On observe des oiseaux migrateurs qui n'arrivent plus à migrer et un nombre croissant d'oiseaux se trouve déphasé par rapport à quelques éléments clés de leur écosystème. »

Le rapport, rédigé par plusieurs spécialistes du changement climatique anglo-australiens, identifie les groupes à haut risque : les oiseaux migrateurs, de montagne, insulaires, des marais, de l'Arctique, de l'Antarctique et de mer. Alors que ceux qui peuvent aisément

changer d'habitat ne sont pas directement menacés, les populations qui se développent dans des environnements plus spécifiques risquent de décliner, et d'être décimés par d'autres espèces invasives.

Le rapport démontre également que les oiseaux subissent les effets du changement climatique partout dans le monde. Les scientifiques ont noté un déclin de plus de 90% dans certaines populations et un taux d'échec sans précédent de la reproduction pour d'autres.

En Europe, par exemple, les gobe-mouches noirs ont vu leur nombre fortement diminuer depuis une vingtaine d'années. La raison en est que l'explosion du nombre d'insectes se fait de plus en plus tôt dans l'année, au début de printemps. Les gobe-mouches, oiseaux migrateurs sur de longues distances, n'arrivent plus à temps d'Afrique pour coïncider avec cet afflux d'insectes et ne trouvent donc plus suffisamment de nourriture pour leurs nichées.

Les scientifiques ont aussi analysé les projections existantes des impacts dans l'avenir, y compris la disparition de certaines espèces. Il en ressort que le taux d'extinction pourrait atteindre 38% en

Europe et 72% au nord-est de l'Australie, si le réchauffement climatique dépasse les 2°C par rapport aux températures pré-industrielles (nous nous trouvons actuellement à 0,8°C au-dessus de ce niveau).

« Les oiseaux ont longtemps été utilisés comme indicateurs de changements dans l'environnement, et le rapport illustre bien leur rôle du « canari dans la mine de charbon » pour ce qui est du changement climatique. » constate Hans Verolme, directeur du Programme Changement Climatique du WWF. « Ce rapport révèle que certains groupes d'oiseaux, comme les oiseaux de mer et les oiseaux migrateurs, sont les premiers répondants au niveau actuel de changement climatique. Une extinction à grande échelle des oiseaux risque de se produire plus tôt que nous ne le pensions. »

Le WWF tire la sonnette d'alarme ; si nous voulons empêcher extinction massive des oiseaux, nous devons diminuer rapidement et drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre.

Source : WWF

## BirdLife demande l'interdiction permanente d'importer des oiseaux en Europe

Le 27 octobre 2005, la Commission européenne avait décidé, à la suite de l'épidémie de grippe aviaire, d'interdire l'importation d'oiseaux sauvages. BirdLife international demande à ce que cette mesure devienne permanente !

L'Union européenne, rappelle BirdLife, importe 90 % des oiseaux faisant partie du commerce international. Tous les ans, à elle seule l'Europe "absorbe" entre un et deux millions d'oiseaux prélevés dans la nature, dans le cadre d'un commerce qui a contribué au déclin de 88 espèces d'oiseaux.

Au moins 3.000 espèces d'oiseaux sont

concernées.

Parmi les victimes de ce commerce, on peut citer en particulier un petit perroquet d'Afrique occidentale, le youyou du Sénégal, et deux espèces d'Amérique tropicale, le grand perroquet ara macao et le toucan toco (vedette d'une publicité pour la bière Guinness), "capturés et transportés sur de grandes distances dans des conditions souvent effroyables, pour être vendues en tant qu'animaux de compagnie".

BirdLife estime que lors du réexamen de cette interdiction, prévu en décembre, et face à la "pression émanant des

commerçants d'oiseaux" qui souhaitent voir lever cette mesure, "le moment est venu de regarder sérieusement" la question de ce marché.

"La Commission européenne doit tenir compte des menaces qui pèsent sur ces espèces", résume Claire Papazoglou, chef de la division européenne de BirdLife. "Nous l'invitons à garder l'interdiction en place de manière permanente pour des raisons de conservation", ajoute-t-elle.

Source : LPO

## Kalaweit : les travaux avancent mais la forêt brûle !

Grâce à vous et à votre soutien, le sanctuaire de Kalaweit à Bornéo poursuit ses travaux. Nous avons déjà pu leur envoyer 108 000 € pour l'année 2006 ! La réserve d'Hampapak prend forme et s'avère d'autant plus cruciale que les compagnies d'huile de palme allument des feux, détruisant la forêt et mettant en péril les populations humaines et animales locales... Orangs-outans et gibbons sont plus que jamais menacés.

### Les écocardes

Depuis plusieurs mois, des patrouilles sont effectuées chaque jour dans la réserve par une équipe anti-braconnage. Ces écocardes seront prochainement assermentés, ce qui leur permettra d'arrêter les braconniers et de les emmener au poste de police. Grâce à eux, plus d'une quinzaine de vieux pièges, datant de 2005, ont déjà été détruits. Ils étaient destinés aux cochons sauvages, aux pythons et aux macaques. Plusieurs chasseurs d'oiseaux, originaires d'autres villages, ont également été interpellés et ont immédiatement quitté la réserve. En dehors de ce petit incident, aucune trace de braconnage ou de coupe n'a été recensée dans la réserve ces derniers mois.

### Une réserve sous haute surveillance

200 panneaux en zinc ont été conçus, qui seront placés tous les 100 mètres autour de la réserve dès que les autorisations officielles auront été obtenues. Deux miradors sur les 4 prévus ont déjà été construits. Le premier sur la frontière Est : haut de 6 mètres il permet de surveiller la zone la plus sensible aux incendies, qui représente 200 hectares ayant déjà brûlés en 1997. Il se trouve également à proximité d'un couloir de végétation emprunté par les animaux qui se rendent la rivière, qui les expose particulièrement au braconnage. Le second mirador a été construit à la limite sud-est de la réserve. Il permet de surveiller d'éventuels départs

de feu au niveau du village de Petuk Katimpun. Grâce à un système de rotation des équipes, les miradors sont occupés en continu. Durant la saison sèche, des employés saisonniers, originaires du village Hampapak viennent également apporter leur aide.

### La forêt habitée

Un recensement des mammifères de la réserve est en cours. Suivra ensuite un recensement des espèces botaniques. Sur une portion de 1000 hectares de forêt, 6 orangs-outans ont déjà été identifiés, dont une femelle gravide et un mâle dominant. Il n'y aurait également qu'un groupe de nasique d'une vingtaine d'individus. Cette partie de la forêt est particulièrement surveillée car elle accueillera dès janvier 2007 les gibbons relâchés. Le premier couple sera Jessy, Pio et leur bébé. Ce sera ensuite l'intégralité de la réserve, soit environ 4000 hectares, qui sera intégralement protégée, grâce à la mise en place d'une



nouvelle logistique.

### L'école

La période des inondations, qui a été particulièrement longue cette année, a retardé la construction de l'école. Impossible en effet de couler des piliers et une dalle en béton sur un sol inondé ! En septembre, le gros œuvre était enfin terminé et il ne restait plus qu'à poser le carrelage. Les deux instituteurs ont été sélectionnés et les démarches administratives sont en cours. Les

premiers écoliers devraient pouvoir être accueillis en fin d'année...

### La forêt brûle

La saison sèche perdure et les incendies se multiplient dans tout Bornéo et Sumatra. Le plus souvent, ils sont allumés par des exploitants agricoles, qui souhaitent ainsi déboiser une zone rapidement et à moindre coût pour y installer une nouvelle plantation de palmiers à huile. Mais ils ne les contrôlent pas et les conséquences sont dramatiques, surtout en fin de saison sèche où ils se propagent très vite. Déjà en septembre, un départ de feu très impressionnant sur la frontière ouest avait pu être éteint grâce à l'aide des villageois. Il se situait à 5 km des limites de la réserve. Depuis, les feux se sont multipliés et les arbres séculaires ne sont pas les seuls à disparaître dans ces incendies. Eléphants, gibbons et orangs-outans, pour ne citer qu'eux, sont également victimes des flammes. 6 nouveaux gibbons sont arrivés à Kalaweit, en provenance des concessions en flamme. L'un d'eux vient de mourir malgré plusieurs semaines de traitement.

### Tous victimes

A Sumatra, l'ethnie nomade des Orang-Rimbis est elle aussi chassée de sa propre forêt... Depuis 3 mois, hommes et animaux vivent dans la fumée. Des centaines de milliers d'hectares ont déjà disparus, accompagnés par des millions de vies animales. A Hampapak, la visibilité est réduite à quelques dizaines de mètres et les enfants et les personnes âgées souffrent de problèmes respiratoires. Humains et animaux sont victimes des compagnies d'huile de palme qui à travers un mode d'exploitation aveugle et irraisonné mettent en péril plus que la forêt, la planète dans sa globalité...

Source : One Voice



Elections 2007 : Informons-nous avant de choisir !  
Et pensons déjà à 2008 et aux années suivantes

« Nous traversons une crise inquiétante : celle de la perte continue d'espèces végétales et animales dont on ignore à quel stade elle s'arrêtera, si elle s'arrête... » C'est par cette phrase que s'ouvre le site [www.biodiversite2007.org](http://www.biodiversite2007.org) que la Ligue ROC vous invite à visiter. En effet, les échéances électorales de 2007 sont, plus que jamais, décisives si l'on veut inverser le cours des choses. Choisir qui gèrera ce futur inconnu nécessite en effet de connaître les propositions des candidats et de les confronter aux exigences de ce qu'il faut faire pour que la biodiversité soit préservée.

La Ligue ROC œuvre au niveau national et a besoin du soutien de tous ceux qui sont sensibles à la cause animale. Son action depuis 30 ans a permis des avancées. Son histoire, ses prises de position sont là : [www.roc.asso.fr](http://www.roc.asso.fr) Mais le contexte a changé et les périls ont grandi. Tous les hôtes de la planète sont en péril, animaux ou humains. Et ils partageront le même sort si nous ne mobilisons pas.

En démocratie les nombres ont de l'importance. Chacun de vous peut accroître notre représentativité et contribuer ainsi à notre crédibilité face aux parlementaires, et au gouvernement. Nous n'existons que par les cotisations de nos membres ou les dons, si modestes soient-ils, car nous ne recevons pas de subventions étatiques. L'expérience acquise, la motivation qui anime l'équipe dirigeante, seraient plus efficaces si nos moyens étaient à la hauteur de nos ambitions.

Devenir ligueur...

Pensez-y !

